

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 29/3 (2002)

DOI: 10.11588/fr.2002.3.63112

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

ciel avant le transfert de sa dépouille, selon son souhait, au cimetière franciscain de Jérusalem où il est enterré en présence de ses anciens protégés et de leurs familles venus de toutes parts lui apporter un dernier témoignage de reconnaissance. Ce n'est que vingt ans plus tard que le film de Spielberg fit connaître au monde l'action étonnante à plus d'un titre de sauvetage de juifs réalisé par cet homme qui, par un singulier retournement de situation dut essentiellement sa survie après guerre à ses anciens protégés et aux organisations juives.

Rita THALMANN, Paris

Ingo HAAR, *Historiker im Nationalsozialismus. Die deutsche Geschichtswissenschaft und der »Volkstumskampf« im Osten*, Göttingen (Vandenhoeck & Ruprecht) 2000, 433 p. (Kritische Studien zur Geschichtswissenschaft, 143).

Fondé sur une abondante documentation qu'attestent la bibliographie et les notes de bas de page, l'ouvrage d'Ingo Haar expose l'évolution entre 1921 et 1944 de l'historiographie national-libérale héritée de l'ère bismarckienne à la »recherche historique de combat« au service de la politique ethno- raciale du III^e Reich en passant par l'historiographie révisionniste découlant des clauses territoriales du Traité de Versailles. En sept chapitres l'auteur aborde successivement la genèse de la recherche révisionniste à partir de 1921–1922, ses rapports avec les mouvements de jeunesse antirépublicains, la mise au pas de la recherche sur l'Europe de l'est et du sud-est à partir de 1933, la création de la Communauté de recherche du nord-est allemand et la disparition de la Commission historique du Reich, le réseau scientifique au service de la politique du *Volkstum*, les interférences entre recherche historique et politique nazie du *Volkstum* et finalement les rapports entre cette recherche et la conquête de l'espace vital marquant le passage de la politique des groupes ethniques à la »Solution finale de la question juive«.

A partir de la confrontation entre historiens nationaux-libéraux partisans de la conception bismarckienne de Petite Allemagne et d'un retour aux frontières de 1914, et chercheurs néo-conservateurs de la génération du front, adeptes d'un projet pluridisciplinaire de Grande Allemagne s'esquisse la relève des élites et des paradigmes d'une génération acquise au »républicanisme de raison«, qui domine encore les principales institutions de recherche historique jusqu'au début des années trente par les adeptes de la »Révolution conservatrice« et d'une histoire *völkisch*. Comme en politique, la mise au pas est facilitée par des conservateurs, en particulier Albert Brackmann, issu du parti de Stresemann (DVP) directeur des Archives d'État de Prusse. Ce qui lui vaudra la plus haute distinction décernée par Hitler. D'autres historiens plus radicaux tel Hans Rothfels, pionnier de la nouvelle *Ostforschung* à l'Université de Königsberg, seront balayés par leur propres disciples lors des premières vagues d'épuration de 1933 à 1935.

Malgré certains retours en arrière et des digressions parfois gênantes pour suivre la chronologie, l'auteur parvient à montrer l'interaction entre l'évolution politique et celle des restructurations de la recherche révisionniste, qui bénéficie à toutes les étapes du soutien des ministères de l'Intérieur et des Affaires extérieures (AA) auxquels s'ajoutent à partir de 1933 le ministère de l'Éducation, les organes du parti nazi et de la SS. Et ce n'est pas le moindre paradoxe de constater que la politique révisionniste sous Stresemann paraît encore relativement modérée par rapport à celle des chanceliers Brüning et von Papen, issus du Zentrum catholique soutenant la radicalisation des milieux protestants prussiens antislaves et hostiles à la SDN perçue comme un obstacle au développement d'un grand Reich, fondement d'un nouvel ordre européen.

La faiblesse de la résistance à la mise au pas de la recherche historique traditionnelle qu'incarnent notamment Friedrich Meinecke et Hermann Oncken, respectivement président et vice-président de la Commission historique du Reich apparaît déjà dans la prépara-

tion du Congrès international des historiens d'août 1933 à Varsovie lorsque les thuriféraires de la Grande Allemagne, soutenus par le ministère de l'Intérieur, imposent la sélection des délégués et la création d'un Comité de surveillance du Congrès. Faiblesse due à l'attitude d'une majorité d'historiens cantonnés entre attentisme défensif et adaptation au nouveau régime dans l'espoir de maintenir ainsi le statut institutionnel de la discipline. De sorte que malgré les efforts de Meinecke pour préserver l'autonomie de la recherche historique, la Commission historique ne parvient ni à endiguer l'épuration de ses collaborateurs démocrates et juifs, ni à s'opposer à l'abandon des recherches sur la République de Weimar au profit de l'*Ostforschung* et de l'histoire de »l'Allemagne nouvelle« selon l'orientation »völkisch«. Entre décembre 1933 et mars 1934, on assiste ainsi à l'asphyxie progressive de la Commission historique du Reich par la création de nouvelles structures, en particulier celle de la Communauté de recherche sur le nord-est allemand soutenue par les organisations irrédentistes et un Conseil du Volkstum allemand sous l'égide du vice-chancelier Rudolf Hess, conseillé par son mentor, le géopoliticien Karl Haushofer. Au centre de ce dispositif, Albert Brackmann dispose désormais de la répartition d'un budget de 1,2 million de Reichsmarks contre 150 000 aux autres secteurs de la recherche historique.

Le rôle de la nouvelle historiographie *völkisch* apparaît clairement à partir de 1935 lorsqu'elle revendique un droit de regard dans l'élaboration de la législation raciale de Nuremberg puis, avec le passage en 1936 d'une position défensive à une position offensive envers la Pologne accusée d'activisme antiallemand. Un nouveau tournant apparaît durant l'été 1937 avec la prise en mains par la SS du travail du *Deutschtum* et des organisations irrédentistes. La politique de recherche sur les groupes ethniques se voyant dotée d'un budget équivalent à celui de l'*Auswärtiges Amt*. A la même époque l'intégration de la nouvelle génération d'historiens au parti nazi et leur promotion rapide aux postes libérés par les épurations conduit à un partage du travail entre historiens, sociologues, juristes, économistes pour l'élaboration de la documentation et la formation des experts du futur espace vital allemand. Ainsi, la Communauté de travail du droit des nationalités propose en septembre 1938 d'étendre l'exclusion de la citoyenneté des juifs du Reich aux populations juives des territoires revendiqués à l'est et l'établissement d'un cadastre des Allemands de souche (*Volksdeutsche*) rapatriables des territoires de l'URSS et de Roumanie dans le futur espace vital allemand. De leur côté sociologues et spécialistes d'histoire agraire préconisent, dans la perspective d'une regermanisation de l'Europe orientale, la réduction des populations juives et tziganes au statut d'apatrides et leur déportation ultérieure dans des réserves territoriales à déterminer. La population polonaise non juive, en particulier rurale, gardant le droit à une existence économique et sociale sous domination allemande en vue de son utilisation dans la lutte contre le judéo-bolchevisme. Ces projets, comme le note l'auteur, coïncident avec les accords de Munich sur les Sudètes par lesquels Chamberlain et Daladier admettent une nouvelle répartition territoriale selon des critères linguistiques et ethniques sur la base des cartes établies par les cinq centres de la *Nordostforschung*.

Entre le début de la guerre marquée par l'occupation de la Pologne et l'agression de l'URSS en juin 1941, les centres de la *Nordostforschung* et leur Centre de Publication à Berlin se transforment en auxiliaires de la politique nazie de colonisation de l'Europe orientale. Les cartes et statistiques établies par les chercheurs qui vont jusqu'à accompagner les hommes du SD lors des saisies d'archives des administrations polonaises, des Églises, des synagogues et des loges maçonniques servent à l'élaboration des documents pour les opérations de restructuration ethno-raciales des populations des territoires conquis. Dès mars 1941, Peter Heinz Seraphim, directeur de l'Institut d'économie d'Europe orientale, auteur de la première monographie sur les juifs de cette région, qui opérera aussi dans le ghetto de Litzmannstadt, préconise, en association avec le directeur de l'Office nazi de politique raciale une solution d'ensemble de la question juive. Dans un rapport de décembre 1941 au Chef de l'économie militaire il critique le caractère économiquement improductif des mas-

sacres de masse qu'il a pu observer dans les territoires conquis de l'URSS. Un an plus tard, soit quelques jours avant la Conférence de Wannsee, une réunion de tous les directeurs de centres de la *Nordostdeutschforschung* décide de la poursuite des travaux d'historiographie ethno-raciale et leur mise à disposition aux acteurs de la désintégration de l'État soviétique et de l'éradication de sa population. Orientation qui aboutit en 1943 au passage des centres de recherche sous le contrôle direct du SD. Le Centre de publication de Berlin sera évacué en janvier 1944, mais le chef de la section IIC de l'*Auswärtiges Amt*, chargé de la gestion des instituts de recherche SS, garde un petit groupe d'historiens pour les futurs pourparlers de paix. De même, le RSHA annoncera un mois plus tard, lors de la dernière session des directeurs de centres de recherche à Prague, qu'il a donné l'ordre de libérer tous les jeunes chercheurs du service armé afin de les préparer à assurer la relève d'après-guerre. La capitulation inconditionnelle n'était évidemment pas prévue dans ces plans. Du moins, un certain nombre de ces experts trouveront-ils à s'employer dans la lutte anticomuniste dans le contexte de la guerre froide.

Rita THALMANN, Paris

Anja HEUSS, *Kunst- und Kulturgutraub. Eine vergleichende Studie zur Besatzungspolitik der Nationalsozialisten in Frankreich und der Sowjetunion*, Heidelberg (C. Winter) 2000, 385 p.

La question du vol des œuvres d'art par les nazis dans l'Europe occupée est revenue à l'avant de l'actualité depuis plusieurs années et les dossiers ont été ouverts à nouveau, pour tenter de retrouver, 60 ans plus tard, les légitimes propriétaires qui n'avaient pas pu être identifiés à la Libération. Le livre d'Anja Heuss arrive à point nommé pour compléter les connaissances sur la question des spoliations (il ne traite pas des politiques alliées de restitution et de «récupération» de la part des Soviétiques, dans les pays qu'ils occupaient, d'œuvres qui avaient appartenu au patrimoine culturel allemand ou qui avaient été pillées ailleurs qu'en Union Soviétique). Les ouvrages sur la question dataient de l'après-guerre et des années 1950. Ce sujet est extraordinairement large tant furent vastes et le butin nazi et l'espace du pillage et tant furent nombreuses les autorités allemandes impliquées. Depuis une dizaine d'années, des recherches nouvelles avaient été menées, sur l'ensemble de l'Europe ou sur la France, qui utilisaient des sources françaises et américaines¹. Anja Heuss a largement utilisé les sources allemandes, nombreuses, et en particulier celles de la *Treuhandverwaltung für Kulturgut*, les services de récupération et de restitution artistique de la RFA, conservées à Coblenche. Cela a apporté un éclairage nouveau sur la question, mais aussi provoqué quelques confusions. Le ministre français Georges Mandel y perd ainsi son prénom, qui devient un malheureux Israël (son appartement parisien fut vidé dès juillet 1940).

Le choix d'étudier seulement la France et l'Union Soviétique a permis de limiter quelque peu le sujet et surtout, en s'intéressant à deux extrêmes dans l'échelle des pillages, de montrer les présupposés idéologiques de ceux-ci. Car les vols d'œuvres d'art et de biens culturels par les nazis ne furent pas seulement des vols de guerre, comme en a connu toute l'histoire de l'humanité. Ils furent portés par une conception précise, sinon des modalités finales de l'organisation de l'Europe allemande, au moins de la hiérarchie raciale des peuples et des droits des États envahis à poursuivre ou non leur existence. Ainsi, la France fut relativement peu touchée par les pillages, même si les services allemands s'y déployèrent nombreux.

1 Les deux principaux ouvrages ont été Lynn H. NICHOLAS, *Le pillage de l'Europe. Les œuvres d'art volées par les nazis*, traduit de l'américain par Paul CHEMLA, Paris 1995; Hector FELICIANO, *Le musée disparu. Enquête sur le pillage des œuvres d'art en France par les nazis*, Paris 1995.